

Stopper d'urgence les exactions de l'armée israélienne



La Cisjordanie subit en ce moment une multiplication des incursions de l'armée israélienne.

Celle-ci n'a pas hésité, le 10 Décembre à prendre d'assaut le siège de l'agence de presse palestinienne WAFA, à quelques centaines de mètres de la résidence de Mahmoud Abbas, pour y arrêter du personnel et voler le matériel qui s'y trouvait.

La nuit dernière, l'armée a renouvelé ses incursions à Naplouse, Ramallah et Jérusalem-Est, exécutant trois personnes.

Israël, assuré de l'appui inconditionnel de Trump, n'a plus aucune limite : non seulement son armée pénètre sans retenue dans la zone A, censée être sous administration civile et sécuritaire palestinienne, mais elle y opère des exécutions extra-judiciaires en toute impunité et Ramallah est aujourd'hui complètement encerclée.

Cette violence généralisée de l'armée israélienne s'accompagne comme toujours de violence des colons qui appellent depuis longtemps à l'assassinat des leaders de la résistance populaire, et maintenant aussi de Mahmoud Abbas.

L'AFPS condamne avec la plus grande vigueur ces crimes d'une extrême gravité qui devraient en toute logique déclencher des protestations de la communauté internationale contre ces actes violant le droit international.

L'ambassadrice d'Israël doit être convoquée par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères pour que cessent ces incursions systématiques en zone A et ces exécutions extra-judiciaires commises en violation de tous les accords internationaux.

Israël doit savoir qu'il ne peut plus impunément commettre de crimes contre le peuple Palestinien.

La France et l'Union européenne doivent agir immédiatement pour assurer la protection du peuple palestinien contre ces exactions qui ne peuvent conduire qu'à une escalade.

Il n'y aura pas de solution sans la fin de l'occupation. C'est ce que doivent rappeler sans ambiguïté les dirigeants français.

*Le Bureau national de l'AFPS
13 décembre 2018*